

# Alliance pour la Riposte contre l'Infodémie en Afrique

Réseau géré par l'OMS



Rapport sur les tendances infodémiques de  
l'AIRA du **21 au 28 Mars 2025**  
(Rapport hebdomadaire n°155)

# Principales préoccupations

## [Choléra au Sud-Soudan : la population demande une intervention urgente](#)

Face à la pire épidémie de choléra depuis deux décennies, les Sud-Soudanais déplorent l'absence de mesures concrètes et s'inquiètent d'une aggravation imminente de la crise pendant la saison des pluies.

## [La propagation du virus mpox alimente l'inquiétude et la méfiance en Sierra Leone, en Zambie, en Ouganda et en Afrique du Sud](#)

En Sierra Leone, en Zambie, en Ouganda et en Afrique du Sud, la riposte au mpox est confrontée à une méfiance croissante, alimentée par des inquiétudes sur la sécurité du vaccin, la transparence des chiffres de cas et les intentions des autorités.

## Guide de référence

### [Choléra au Sud-Soudan : la population demande une intervention urgente](#)

.....Pg.3

### [La propagation du virus mpox alimente l'inquiétude et la méfiance en Sierra Leone, en Zambie, en Ouganda et en Afrique du Sud](#)

.....Pg. 6

## Tendances à surveiller

### [Doutes sur le paludisme en RDC et inquiétudes concernant le vaccin au Mali](#)

.....Pg. 11

[Ressources clés](#) .....Pg. 15

[Méthodologie](#) .....Pg. 17

## les Tendances de l'infodémie en santé publique dans la Région Afrique

Ce rapport hebdomadaire fournit des informations clés et des recommandations opérationnelles basées sur les données d'écoute des réseaux sociaux du 21 au 28 Mars 2025 en Afrique. Pour plus d'informations, contactez l'équipe AIRA de l'OMS : [Salif Diarra](mailto:SalifDiarra@who.int)  
[diarrasa@who.int](mailto:diarrasa@who.int)

## Choléra au Sud-Soudan : la population demande une intervention urgente

**Engagement : 25 publications, 290 commentaires et 65 partages**

Mots-clés : (“Choléra” OU “Épidémie”) ET (“Soudan du Sud” OU “Pibor”) ET (“Hygiène” OU “Vaccin” OU “Intervention urgente” OU “Saison des pluies” OU “Crise humanitaire”)

- Le Soudan du Sud fait face à sa pire épidémie de choléra depuis vingt ans [[lien](#)], touchant gravement plusieurs régions, en particulier la zone de Pibor. La Grande zone administrative de Pibor connaît actuellement une flambée de choléra sévère. L'épidémie a fait [155 morts sur 888 cas signalés](#). Cette situation a déclenché de vives réactions au sein de la population, qui exprime ouvertement désespoir et inquiétude sur les réseaux sociaux.
- Les commentaires traduisent une profonde préoccupation face à l'absence d'actions rapides et concrètes pour contenir l'épidémie, tant de la part des autorités sanitaires locales que nationales. Les citoyens tirent la sonnette d'alarme concernant des conditions sanitaires désastreuses. L'épidémie est particulièrement critique dans la Grande zone administrative de Pibor et dans l'État de Jonglei, où des conditions difficiles — manque d'eau potable, insalubrité et violences persistantes — aggravent la situation.
- La saison des pluies imminente alimente les craintes, les habitants anticipant une forte hausse des cas et des décès du fait de la propagation accélérée du choléra à cette période.
- Les populations appellent explicitement à une réponse immédiate et efficace, notamment la fourniture urgente de vaccins et l'amélioration des conditions d'hygiène. De nombreux internautes critiquent ouvertement les déclarations officielles, jugées insuffisantes, et réclament des interventions directes plutôt que des discours publics.
- La tension émotionnelle est forte, illustrée par des témoignages personnels de pertes humaines liées à la maladie — ce qui suscite des appels à une action

urgente et concrète pour éviter une catastrophe humanitaire encore plus grave.  
Voici quelques commentaires :

C'est tellement triste 😞.  
Il faut faire quelque chose de toute urgence

Nous n'avons pas besoin d'un rapport. Nous avons besoin d'actions concrètes pour sauver notre peuple, les Sud-Soudanais.

Il s'agit d'une tragédie grave qui nécessite des mesures concrètes et qui ne doit pas seulement être annoncée au public.

Sous leur surveillance ! La seule chose qu'ils font, c'est l'annoncer au public. S'il vous plaît, agissez pour sauver des vies, ne venez pas dans les stations de radio pour annoncer vos faiblesses

Il est trop dangereux de fournir une aide médicale car c'est une zone de guerre dangereuse depuis des années.

Le Soudan du Sud est-il confronté à une épidémie ou une pandémie ? Pourquoi est-il difficile de la contrôler ?

C'est vraiment dommage que notre gouvernement ne puisse pas lutter contre le choléra. Dieu merci, ce n'est pas Ebola, car nous serions tous en train d'attendre la mort.

Que font-ils pour répondre à cette épidémie fondamentale ?

Des vaccins sont nécessaires pour répondre à la situation

Vaccin s'il vous plaît

Il est difficile de lutter contre l'épidémie de choléra à Pibor. L'hygiène laisse à désirer. C'est peut-être là le plus grand défi.

Le gouvernement doit agir maintenant pour sauver des vies.

La situation sera pire pendant la saison des pluies, une attention immédiate est nécessaire dès que possible.

même le covid 19 n'a pas tué autant de gens



Commentaires en arabe traduits par Google Translate.

### En quoi cela est-il préoccupant ?

- Au 16 mars 2025, le Soudan du Sud a enregistré un total cumulé de 40 231 cas de choléra et 694 décès (taux de létalité de 1,7 %), répartis dans neuf États et deux zones administratives [[Lien](#)]. L'UNICEF a recensé plus de 40 000 cas et près de 700 décès en seulement six mois [[Lien](#)].
- L'épidémie a eu un impact sévère sur les enfants, la moitié des cas déclarés concernant des moins de 15 ans. [L'UNICEF note qu'un tiers des décès liés au choléra concernaient des enfants de moins de 14 ans.](#) Le caractère mortel du

choléra, aggravé par des structures de prise en charge insuffisantes, souligne la vulnérabilité des jeunes populations dans cette crise.

- Les affrontements violents et l'instabilité politique, notamment dans l'État de la Haute-Nil, ont aggravé la crise sanitaire en déplaçant des milliers de personnes et en limitant l'accès aux soins. La lutte pour le pouvoir en cours au Soudan du Sud a entraîné la fermeture de services de santé vitaux, y compris des unités de traitement du choléra, en raison de menaces pour la sécurité [\[Lien\]](#).
- La situation du Soudan du Sud s'inscrit dans une crise régionale plus large du choléra, l'Angola déclarant également un nombre important de cas et de décès. La propagation rapide de la maladie dans de telles conditions appelle à une intervention internationale urgente pour améliorer l'assainissement et fournir des approvisionnements médicaux essentiels [\[Lien\]](#).
- Les efforts de gestion de la crise sont entravés par des contraintes budgétaires. Les autorités sanitaires soulignent l'urgence d'assurer l'accès à l'eau potable, d'améliorer les systèmes d'assainissement et de développer des centres de traitement du choléra dotés de fournitures médicales adéquates pour traiter la déshydratation sévère des patients [\[Lien\]](#).

### **Que pouvons-nous faire ?**

- Malgré des efforts importants, notamment des campagnes de vaccination, des interventions plus ciblées sont nécessaires pour contenir l'épidémie. [Selon le Bulletin hebdomadaire de l'OMS sur les flambées et autres urgences](#), il est crucial de renforcer la capacité du système de santé, d'améliorer l'accès aux services EHA (eau, hygiène et assainissement) et de maintenir une surveillance robuste pour prévenir toute escalade lors de la prochaine saison des pluies.
- Améliorer l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement  
Prioriser l'installation rapide de points d'eau sûrs et la distribution systématique de kits d'assainissement, notamment dans les zones difficiles d'accès et les communautés déplacées telles qu'Unity, Jonglei et Northern Bahr el Ghazal.
- Accélérer les campagnes de vaccination orale contre le choléra (VOC)  
Étendre les efforts d'immunisation pour atteindre les populations vulnérables non encore couvertes — en particulier dans les zones à forte densité de réfugiés et de personnes déplacées internes — avant le début de la saison des pluies.

- Renforcer la surveillance sanitaire et la réponse rapide
  - Déployer des équipes de riposte rapide supplémentaires dans les régions les plus touchées afin d'assurer la détection précoce et la prise en charge efficace des cas suspects.
- Intensifier l'engagement communautaire et la promotion de l'hygiène
  - Mener des campagnes régulières et culturellement adaptées, en mobilisant les leaders communautaires et religieux pour encourager l'adoption de comportements préventifs dans les communautés rurales et isolées.
- Améliorer la logistique des approvisionnements médicaux
  - Garantir un approvisionnement continu en équipements médicaux essentiels, tels que les kits de traitement du choléra et les tests de diagnostic rapide, notamment dans les États à forte transmission et à infrastructures de santé limitées.
- Établir une coordination transfrontalière renforcée
  - Renforcer la collaboration avec les pays voisins, comme l'Éthiopie, pour surveiller et gérer efficacement les mouvements de population susceptibles d'aggraver la transmission transfrontalière.

## Sierra Leone, Zambie, Ouganda, Sud Afrique

**La propagation du virus mpox alimente l'inquiétude et la méfiance en Sierra Leone, en Zambie, en Ouganda et en Afrique du Sud**

**Engagement : 27 publications, 346 commentaires et 72 partages**

Mots-clés : (« Mpox » OU « variole du singe ») ET (« Sierra Leone » OU « Zambie » OU « Ouganda » OU « Afrique du Sud ») ET (« vaccin » OU « financement » OU « propagande » OU « désinformation »)

- La situation sanitaire liée au mpox suscite une inquiétude croissante dans plusieurs pays africains, accompagnée d'un scepticisme généralisé à l'égard des données officielles et d'une méfiance envers les gouvernements locaux.
- En Sierra Leone, la campagne nationale de vaccination contre le mpox — lancée le [27 mars 2025, avec 61 000 doses allouées aux groupes prioritaires](#) tels que le personnel de santé et les populations vulnérables — a soulevé des questions sur l'efficacité du vaccin. Malgré le fait que le ministre de la Santé, Austin Demby, ait reçu publiquement une dose pour renforcer la confiance, des doutes persistent quant à l'efficacité du vaccin et aux critères de sélection des bénéficiaires. Les discussions en ligne font état d'incertitudes sur les

performances du vaccin, d'appels à des informations plus claires sur les sites de vaccination et d'interrogations concernant l'inclusion des détenus et du personnel pénitentiaire dans les groupes prioritaires. Voici quelques-uns des commentaires :

Brillant.  
Pourriez-vous s'il vous plaît nous donner plus d'informations sur l'efficacité du vaccin ?

Où se faire vacciner ?

Quand allez-vous commencer l'exercice de vaccination ?

Combien de doses allez-vous administrer ?

Les prisonniers des centres pénitentiaires et des commissariats de police ainsi que leur personnel et leurs visiteurs réguliers seront-ils parmi les cibles prioritaires de la vaccination précoce ?

- En Zambie : l'annonce d'un premier décès lié au mpox, concernant un nourrisson, a suscité une vive inquiétude et une demande urgente de réponses claires. Un bébé de huit mois est décédé du mpox à Lusaka [[Lien](#)], provoquant des réactions alarmées et interrogatives sur les réseaux sociaux. La population réclame des éclaircissements sur l'origine de l'infection et exige un renforcement de l'état d'alerte. Les internautes expriment une profonde préoccupation face à cette première fatalité, s'interrogeant sur la manière dont un nourrisson a pu contracter la maladie et suggérant que la réponse actuelle des autorités sanitaires est insuffisante. Voici quelques réactions d'utilisateurs des réseaux sociaux :

D'où le bébé l'a-t-il contracté puisqu'il ne peut pas se déplacer seul ?

Avons-nous déjà un vaccin contre cela ?

Quelle est la cause du même mpox

Combien de cas ont été recensés ? Sommes-nous au courant ? Ce patient est très jeune... vu le taux d'infection assez élevé, la zone ne devrait-elle pas être en état d'alerte maximale ? Mu Zambia namo bwafya mwe... 😞

Quels sont les signes et symptômes du mpox

- En Ouganda, la crédibilité des données officielles sur les cas et les décès dus au mpox est fortement remise en question par le public. Les autorités ont rapporté 4 810 cas confirmés et 37 décès au cours des huit derniers mois [Lien][Lien]. Cependant, ces chiffres sont vivement contestés par les citoyens, qui accusent le gouvernement de falsifier les cas pour attirer des financements internationaux. De nombreux internautes dénoncent ce qu'ils considèrent comme une manipulation politique, accusant directement les autorités de corruption et suggérant que les chiffres officiels sont délibérément gonflés. Voici quelques-uns des commentaires :

N'écoutez pas les chiffres fabriqués, ils complotent pour obtenir des dons 🤔🤔

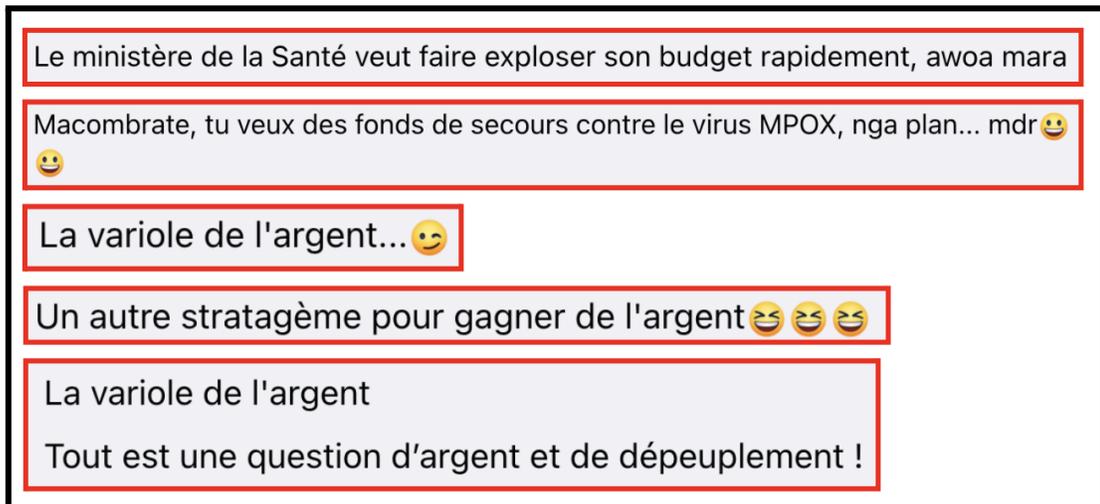
Ils recherchent des dons

C'est une fausse information ! Arrêtez de publier les mensonges du dictateur Museveni simplement parce qu'il vous a sponsorisé pour tromper l'Occident et lui soutirer des fonds qu'il détourne en investissant sa famille à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Je le répète, il n'y a pas de cas de MPox, ne mentez pas au public. Soyez professionnel en effectuant des recherches, au lieu de vous laisser utiliser comme un outil de propagande fallacieuse par un dictateur pour satisfaire ses intérêts égoïstes.

Ils mentent, nous connaissons leurs jeux, ils devraient avoir honte d'eux-mêmes

Mais récemment, les nouvelles disaient que le nombre était en baisse, et maintenant vous nous faites croire qu'il est en hausse. Quelle direction prendre ?

- En Afrique du Sud : la récente hausse des cas de mpox est accueillie avec suspicion, la population accusant les autorités de potentiellement exploiter la crise pour obtenir des financements internationaux. Au total, 31 cas de mpox ont été enregistrés depuis mai 2024, dont trois récents à Ekurhuleni, dans la province de Gauteng [Lien].
- Alors que le ministère de la Santé appelle à la vigilance, la population exprime une méfiance généralisée, qualifiant la situation de « moneypox » et accusant le gouvernement d'exagérer la menace pour attirer une aide financière.
- Les commentaires reflètent un ton sarcastique et ironique, beaucoup se moquant de ce qu'ils perçoivent comme une tentative opportuniste du gouvernement de tirer profit financièrement de l'épidémie. Voici quelques-uns de ces commentaires :



### En quoi cela est-il préoccupant ?

- Entre le 11 janvier et le 19 mars 2025, la Sierra Leone a enregistré un total de 108 cas confirmés de mpox, dont 2 décès (taux de létalité de 1,9 %), répartis sur huit districts. La grande majorité des cas était concentrée dans la Western Area, avec 79 cas dans la zone urbaine et 16 dans la zone rurale, soit 88 % du total. Les cas restants ont été signalés à Bombali (3), Tonkolili (3), Port Loko (2), Moyamba (2), Bo (2) et Karene (1) [[Lien](#)].
- Au cours des six dernières semaines, l'Ouganda a rapporté le nombre le plus élevé de cas confirmés de mpox dans le monde, avec jusqu'à 300 nouveaux cas par semaine [[Lien](#)].
- En raison de la proximité géographique et des déplacements transfrontaliers fréquents entre la RDC, la Zambie et l'Ouganda, le risque de propagation rapide du virus est accru si les mesures de contrôle ne sont pas strictement appliquées.
- L'épidémie en Ouganda reste fortement concentrée dans la capitale Kampala et ses environs. Le clade 1b du virus mpox — lié à l'épidémie dans l'est de la RDC — a été identifié en Ouganda. Les données disponibles suggèrent que la transmission s'effectue exclusivement par contact physique rapproché entre individus [[Lien](#)].
- L'épidémie de mpox en Ouganda se déroule parallèlement à d'autres urgences de santé publique, notamment des flambées de maladie à virus Soudan et de choléra, exerçant une pression importante sur les ressources sanitaires du pays [[Lien](#)].
- En Afrique du Sud, le ministre de la Santé a signalé des preuves de transmission locale du mpox dans la province du Gauteng [[Lien](#)].

- La méfiance généralisée et les accusations de désinformation ou de manipulation des données officielles par les autorités sanitaires menacent de compromettre sérieusement les efforts de riposte et de prévention. Cela pourrait conduire à une hausse incontrôlée des cas, en particulier dans les contextes où l'acceptation du vaccin est faible ou l'accès à des soins adéquats limité.
- Risque de transmission transfrontalière, le ministère de la Santé d'Eswatini a émis une alerte sanitaire publique suite à la récente augmentation des cas de mpox en Afrique du Sud. Les citoyens sont invités à rester vigilants quant aux symptômes de la maladie, notamment lors de déplacements vers ou depuis l'Afrique du Sud ou les régions avoisinantes. Étant donné la frontière partagée entre l'Eswatini et l'Afrique du Sud et la fréquence des déplacements entre les deux pays, le risque de propagation transfrontalière du mpox est élevé [[Lien](#)].

### Que pouvons-nous faire ?

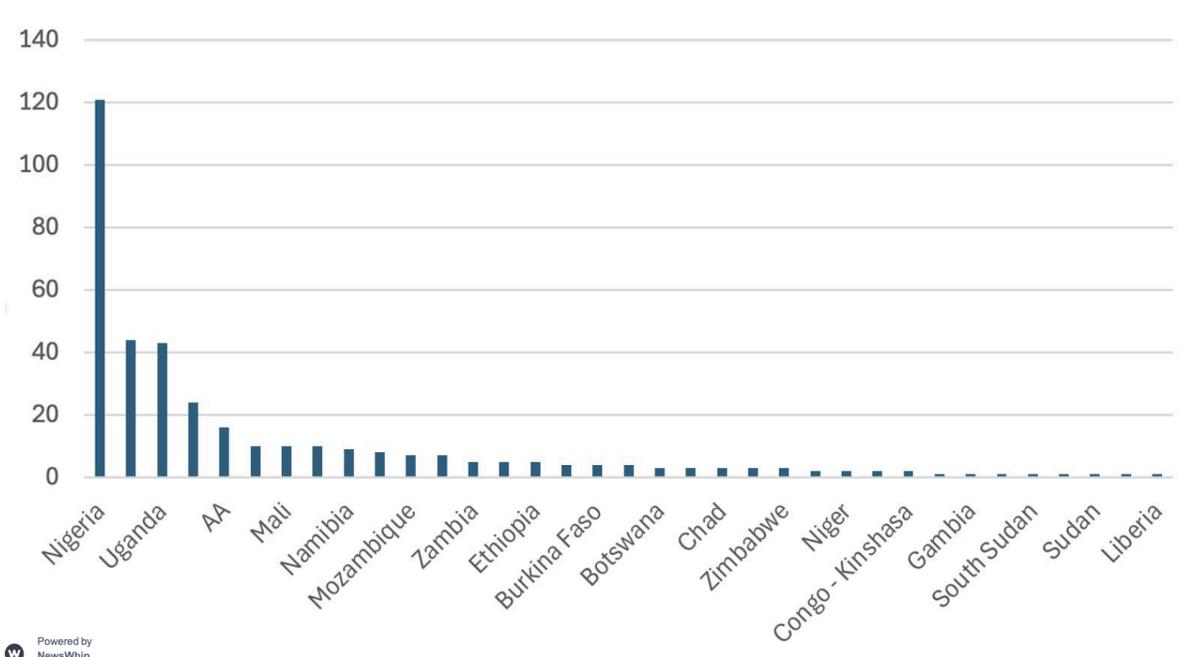
- Rétablir la confiance du public par une transparence totale des données épidémiologiques, avec l'implication active d'acteurs crédibles et indépendants tels que l'OMS et le CDC Afrique.
- Mettre en œuvre des actions concrètes sur le terrain, soutenues par une communication authentique et crédible, incluant des témoignages de patients et une clarification de l'utilisation des fonds reçus.
- Communiquer sur l'éligibilité et l'efficacité des vaccins, intensifier les campagnes d'information locales via les médias communautaires et les influenceurs locaux, en fournissant des preuves claires de l'efficacité vaccinale et des informations détaillées sur les stratégies de vaccination déployées.
- Renforcer les protocoles et mesures de contrôle : développer et adopter des procédures harmonisées de dépistage, d'isolement et de recherche des contacts. [L'OMS recommande d'établir des protocoles standardisés pour la détection précoce des cas et la gestion des urgences](#). Renforcer les contrôles aux points stratégiques, accroître la présence de personnel de santé aux postes frontaliers et mettre en place des mesures de dépistage sanitaire pour identifier et isoler rapidement les personnes symptomatiques.

## Tendances à surveiller

### Doutes sur le paludisme en RDC et inquiétudes concernant le vaccin au Mali

Engagement : **34 publications, 452 commentaires et 89 partages**

Mots-clés : (« paludisme » OU « vaccin antipaludique » OU « maladie mystérieuse ») ET (« RDC » OU « Mali ») ET (« conspiration » OU « vaccin » OU « sécurité » OU « Occident »)



Posts Facebook sur le paludisme du 21-03-2025 au 28-03-2025

- Le paludisme suscite actuellement une attention considérable sur les réseaux sociaux à travers l'Afrique, la Nigeria menant la conversation. Toutefois, au Mali, les discussions en ligne reflètent principalement une inquiétude grandissante face à l'imminente introduction du vaccin antipaludique, les craintes quant à sa sécurité et son origine alimentant des théories du complot. En République démocratique du Congo (RDC), malgré une récente épidémie meurtrière dans la province de l'Équateur, l'engagement sur Facebook reste étonnamment faible — ce qui pourrait traduire une méfiance du public ou un manque de couverture médiatique et numérique. Cela souligne le besoin crucial d'améliorer la communication et l'engagement communautaire dans ces deux pays afin de répondre efficacement aux préoccupations du public et d'accroître le soutien aux interventions sanitaires.

En RDC, une épidémie de paludisme confirmée dans la province de l'Équateur au début de 2025, ayant entraîné 52 décès sur près de 1 000 cas [\[Lien\]](#)[\[Lien\]](#), est remise en question par le public. Les autorités avaient initialement décrit la situation comme une « maladie mystérieuse », alimentant ainsi les théories du complot sur les réseaux sociaux.

- Les théories du complot visaient les pays occidentaux, suspectés par certains internautes de chercher à éliminer la population pour exploiter les ressources naturelles. Voici quelques réactions :

Comment se fait-il qu'ils n'aient pas pu diagnostiquer le paludisme et que les médias l'aient même qualifié de « maladie mystérieuse » ?

Le paludisme est une maladie mortelle dans la plupart des pays africains et parfois une personne qui en souffre peut ne présenter aucun symptôme.

Les citoyens de la RDC semblent faire obstacle aux pays occidentaux qui veulent exploiter les minéraux de cette région, et tous les efforts sont donc faits pour éliminer les habitants de ce pays.

Nous savons qui est derrière tout ça

Il faut être certain de ces choses. S'il s'agit du paludisme, cela nécessite une intervention immédiate du gouvernement.

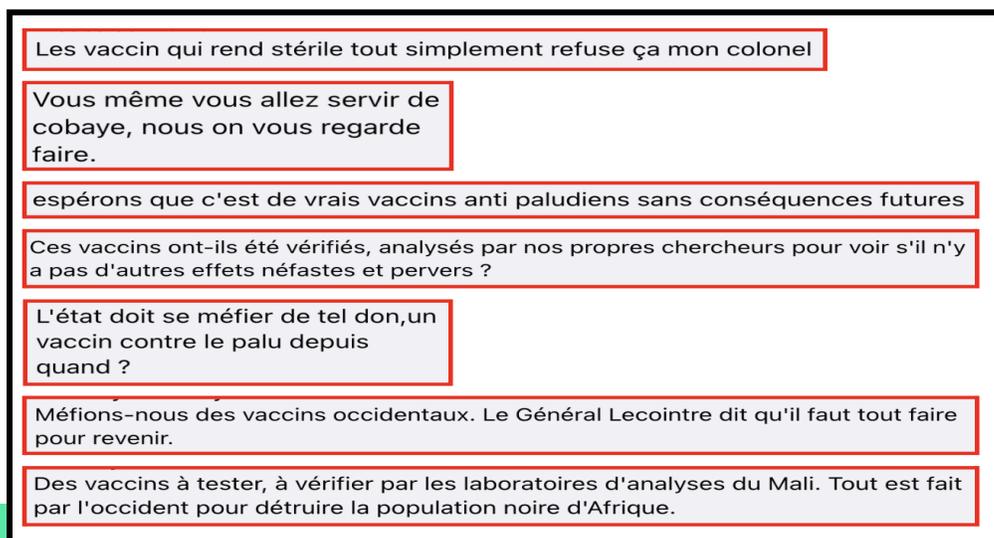
Pourrait-il s'agir d'une souche plus virulente ?

Pourquoi le plus souvent c'est en RDC et à l'Est ? C'est pour bien piller les minerais ? Vos laboratoires créent des maladies pour nuire à l'existence des autres ? Humain sans coeur.

- Au Mali, le gouvernement a reçu 927 800 doses d'un vaccin antipaludique d'une valeur de plus de 2 milliards de francs CFA, destinées à protéger environ 600 000 enfants âgés de 5 à 36 mois à partir du 25 avril 2025 [\[Lien\]](#).
- Sur le plan épidémiologique, le paludisme reste une menace majeure au Mali, constituant la première cause de morbidité et de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans. En 2022, le paludisme était responsable de 43 % des cas de morbidité et de 27 % des décès dans le pays [\[Lien\]](#).
- La vulnérabilité du Mali face à la désinformation est exacerbée par des facteurs socio-économiques et politiques complexes. La défiance envers les institutions, les infrastructures de communication limitées et la polarisation sociale rendent le pays particulièrement susceptible aux campagnes de désinformation. Ces

campagnes, souvent alimentées par des acteurs conspirationnistes panafricanistes, cherchent à semer le doute sur la sécurité et l'efficacité des interventions sanitaires, y compris les vaccins [\[Lien\]](#)[\[Lien\]](#)[\[Lien\]](#).

- [Un article du Telegraph](#) met en lumière l'ingérence étrangère en Afrique — notamment via des campagnes de désinformation ciblant les nouveaux vaccins antipaludiques. Ces efforts visent à saper l'influence occidentale sur le continent en diffusant des théories du complot et des fausses informations sur les vaccins. Une telle stratégie pourrait sérieusement compromettre les campagnes de vaccination et mettre en danger des milliers de vies en Afrique, en particulier au Mali.
- Parmi les tendances à surveiller figure la montée des théories du complot — souvent relayées par certains médias locaux et figures influentes [\[lien\]](#). Ces récits conspirationnistes peuvent éroder la confiance du public et ralentir les efforts de vaccination. Il est donc crucial de renforcer les stratégies de communication pour contrer la désinformation et de surveiller les sources potentielles de ces théories, comme l'ingérence étrangère, afin de protéger la santé publique.
- Parallèlement, de nombreux commentaires en ligne expriment des inquiétudes quant à la sécurité et à l'origine du vaccin. Beaucoup craignent qu'il n'ait pas été correctement testé et suspectent une intention malveillante à l'encontre de la population malienne. Il est essentiel de suivre l'évolution de ces conversations au Mali, car, d'après notre expérience [\[lien\]](#)[\[lien\]](#), les réseaux de désinformation s'activent quelques jours avant le lancement du vaccin et persistent jusqu'à une semaine après. Les activistes, influenceurs et politiciens opposés à la transition peuvent également exploiter l'introduction du vaccin à des fins politiques. Voici quelques-uns de ces commentaires :



## En quoi cela est-il préoccupant ?

- Au Mali, le paludisme constitue une menace majeure pour la santé publique, avec environ 3,5 millions de cas et près de 20 000 décès par an, selon le [Rapport mondial sur le paludisme 2024 de l'OMS](#). La maladie reste la première cause de mortalité infantile, notamment dans les zones rurales où l'accès aux soins est limité. Le Mali a été une cible privilégiée des campagnes de désinformation, comme l'ont montré plusieurs de nos rapports antérieurs [\[Lien\]](#) ainsi que divers travaux de recherche et d'investigation [\[Lien\]](#)[\[Lien\]](#)[\[Lien\]](#). Ces campagnes de désinformation, ainsi que les questions et inquiétudes non traitées, peuvent alimenter une méfiance croissante du public envers les autorités sanitaires, les vaccins et la science, et risquent d'affecter l'adhésion au vaccin antipaludique.
- La République démocratique du Congo, qui représente 12,3 % des cas mondiaux de paludisme et 11,6 % des décès liés à la maladie [\[Lien\]](#), fait face à une épidémie révélant d'importantes lacunes dans le diagnostic rapide et la réponse sanitaire. Ces insuffisances sont aggravées par des défis logistiques, un accès limité à des informations fiables et la montée des théories du complot, qui érodent la confiance entre les communautés et les autorités de santé et risquent de ralentir les interventions. Par ailleurs, le nombre de prestataires formés à la prise en charge du paludisme, en particulier dans les zones rurales, demeure insuffisant, entraînant des ruptures dans la chaîne d'approvisionnement en antipaludiques [\[Lien\]](#) et compromettant une gestion efficace des cas. Pour renforcer la prévention, la RDC a toutefois intégré, depuis octobre 2024, le vaccin antipaludique R21/Matrix-M dans son programme de vaccination de routine [\[Lien\]](#).

## Que pouvons-nous faire ?

- En RDC, intensifier les campagnes de sensibilisation et d'information via la radio communautaire, les réseaux sociaux et les réunions de proximité, en associant activement les chefs traditionnels, les leaders religieux et les professionnels de santé locaux pour dissiper les rumeurs et fournir des informations scientifiques fiables sur le paludisme et son traitement.
- Renforcer la capacité diagnostique locale pour une détection rapide et précise du paludisme en assurant une formation continue du personnel médical et en garantissant l'approvisionnement en tests rapides et en antipaludiques dans les

zones reculées — tout en communiquant en toute transparence sur ces efforts pour rétablir la confiance du public.

- Au Mali, instaurer un processus rigoureux et transparent de validation indépendante du vaccin par des laboratoires nationaux crédibles, accompagné d'une large diffusion des résultats pour renforcer la confiance du public dans la sécurité et l'efficacité du vaccin.
- Mobiliser les autorités sanitaires, les organisations communautaires ainsi que les leaders religieux et traditionnels pour conduire des campagnes d'éducation sanitaire participatives qui répondent directement aux préoccupations du public concernant l'origine du vaccin et ses effets secondaires potentiels.
- Mettre en place des mécanismes de suivi et de réponse rapide pour traiter tout signalement d'inquiétude ou d'effet indésirable, renforçant ainsi la perception de la sécurité du vaccin.

## Resources clés

### **Mpox**

#### **Resources for social listening analysts**

- [WHO](#), Public health taxonomy for social listening on mpox conversations

#### **Resources for journalists & fact checking**

- [Internews](#), reporting on mpox, a guide for journalists
- [WHO](#), comprehensive list of mpox webinar series
- [AFP Fact check](#), WHO mpox emergency declaration does not advise lockdowns
- [DW](#), Fact check: No link between mpox and COVID vaccination
- [DW](#), Fact check: Four fakes about mpox

#### **Resources/Content for social media**

- [Viral Facts Africa](#), mpox social media kit with engaging explainers and debunks
- [WHO](#), LIVE: Q&A on #mpox. Join us and #AskWHO your questions!
- [WHO](#), Episode #124 - mpox: what you need to know

#### **Technical update**

- [WHO](#), Strategic framework for enhancing prevention and control of mpox
- [WHO](#), Mpox in the Democratic Republic of Congo
- [Africa CDC](#), Mpox situation in Africa
- [WHO](#), Multi-country outbreak of mpox, External situation report#44 - 23 December 2024

### **Public health guidance/RCCE**

- [WHO](#), the Global Mpox Dashboard
- [WHO](#), Risk communication and community engagement (RCCE) for monkeypox outbreaks: interim guidance, 24 June 2022.
- [WHO](#), Public health advice for sex workers on mpox
- [WHO](#), Considerations for border health and points of entry for mpox: interim guidance
- [WHO](#), Community protection for the mpox response: a comprehensive set of actions
- [SSHAP](#), Mpox question bank: Qualitative questions for community-level data collection

### **Mpox vaccines**

- [WHO](#), Mpox Q&A, vaccines
- [WHO](#), Mpox immunization

### **Malaria**

- OMS, [Vaccins contre le paludisme \(RTS, S et R21\)](#)
- OMS, [Le rapport annuel sur le paludisme met en lumière la menace croissante du changement climatique](#)
- OMS, [Rapport annuel sur le paludisme dans le monde 2023 Vaccins antipaludiques \(RTS, S et R21\)](#)
- OMS, [Initiative visant à enrayer la propagation d'Anopheles stephensi en Afrique](#)
- VFA, [Boîte à outils des médias sociaux sur le paludisme](#)
- OMS, [fiche](#) d'information sur le paludisme
- [Carte](#) des menaces du paludisme
- [Stratégies nationales de communication pour le changement social et comportemental en matière de paludisme](#)
- [Questions-réponses de l'OMS : Vaccins antipaludiques \(RTS, S et R21\)](#)
- Infographie : Vaccins contre le paludisme (RTS, S et R21), version anglaise ci-jointe: [https://www.who.int/multi-media/details/malaria-vaccines\(rts-s-as01-and-r21-matrix-m\)-infographic--april-2024](https://www.who.int/multi-media/details/malaria-vaccines(rts-s-as01-and-r21-matrix-m)-infographic--april-2024)
- État du déploiement du vaccin : le [tableau de bord](#) d'introduction du vaccin contre le paludisme – l'Ouganda sera ajouté le jour du lancement

## **Cholera**

- OMS, épidémies de choléra, [questions-réponses](#)
- VFA, [boîte à outils des médias sociaux sur le choléra](#)
- Global Task Force on Cholera Control, [clarifying rumours and community concerns.](#)
- SSHAP, [key considerations: socio behavioural insight for community- centred cholera preparedness and response in Mozambique, 2023](#)
  
- SSHAP, [social, behavioural and community dynamics related to the cholera outbreak in Malawi, 2022](#)

## **Méthodologie**

Le processus d'écoute sociale repose sur une combinaison d'analyses des réseaux sociaux menées pour les pays francophones, anglophones et lusophones. Les engagements, également appelés interactions, font référence au nombre de mentions J'aime, commentaires, réactions et partages sur une publication.

Cependant, cette mesure de l'engagement n'est pas parfaite :

- Certains utilisateurs ont pu voir la publication sans interagir avec elle ;
- Commenter ou partager une publication peut constituer une forme d'engagement plus significative qu'une simple réaction ;
- Nous ne distinguons pas systématiquement les différents types de réponses générées par chaque interaction (par exemple, une publication contenant de la désinformation peut aussi être contredite ou démystifiée dans les commentaires).

Nous cherchons à atténuer ces limites en :

- Analysant les commentaires et surveillant les réactions pour évaluer qualitativement la réponse à chaque publication ;
- Évaluant la vitesse de propagation d'une publication (c'est-à-dire la rapidité avec laquelle elle obtient des réactions, des mentions J'aime et des partages) et la récurrence de certains thèmes ;
- Identifiant si la publication est partagée sur plusieurs plateformes et sources (engagement large) ou si elle attire une attention élevée au sein d'une seule communauté ou plateforme (engagement cloisonné).

Les rapports de surveillance sont produits en utilisant NewsWhip Analytics et Google Trends.

Limites et biais des données :

- Les données peuvent être biaisées en faveur des médias traditionnels et des pages officielles, car elles ne prennent pas en compte le contenu circulant sur les plateformes fermées ou les groupes privés (ex. groupes Facebook privés).
- Nous nous appuyons également sur des questionnaires de l'infodémie basés au Nigeria, en République Démocratique du Congo et au Kenya, qui apportent des informations sur les tendances nationales de l'infodémie et sur le contenu hors ligne.
- En produisant plus de contenu, nous cherchons à trianguler et corroborer les informations entre ces différentes sources afin de renforcer notre réponse à l'infodémie.